LES COMPLICES POLITIQUES DU SÉPARATISME

Pour Emmanuel Maurel, député européen socialiste, il est logique qu'une partie de la droite ait adhéré au communautarisme. Mais il regrette qu'il en aille de même à gauche. Tribune.

Souvent, la fiction en dit plus sur la réalité que la réalité elle-même. Imaginez une grève dans une école menée par des mères de famille qui veulent « davantage de Blancs » dans l'établissement ghetto fréquenté par leur progéniture. Un jeune député socialiste qui se bat pour imposer une loi obligeant à la mixité scolaire. Et des partis de gauche qui se retrouvent finalement, dans une ambiance de kermesse joyeuse et bigarrée, pour sceller leur union sous un préau.

Si cet épisode de la saison 2 de *Baron noir*, série imaginée par des scénaristes aussi brillants qu'Eric Benzekri et Jean-Baptiste Delafon, vise juste à ce point, ce n'est pas seulement parce que la théorie des « gauches irréconciliables » prospère depuis quelques années, laissant découragés des milliers de militants progressistes. C'est surtout parce qu'il met le doigt sur une des plaies du moment.

Ghettoïsation et séparatisme social gangrènent la société française. Et d'abord le séparatisme des riches, cette « révolte des élites » mobiles et sans frontières dont parle Christopher Lasch, mais aussi celui, moins spectaculaire, des tartufes des hypercentres, qui n'ont que le « vivre-ensemble » à la bouche quand ils ne vivent, en réalité, qu'avec leurs semblables.

Au moment où fleurissent de doctes dissertations sur le « malaise identitaire » dans les sociétés occidentales, taraudées par l'obsession du déclin, il est bon de rappeler l'origine économique et sociale du mal : l'idéologie néolibérale, qui accompagne le déploiement du capitalisme financier transnational, ne se contente pas de rêver d'entreprises sans usine et de marché sans entrave, elle promeut une certaine conception de l'individu.



Z. ABDELKAFI/AFP

Rupture « Au vivre-ensemble, il faut préférer le vouloir-vivre-ensemble. »

PRIVILÉGIER LE COMMUN

La société n'existe pas, nous disent les épigones de Thatcher. Seuls valent les individus, qu'il convient d'armer pour la compétition et la concurrence. D'où une défiance pour les corps intermédiaires (syndicats, élus locaux, parlementaires, associations, acteurs de l'éducation populaire), qui, traditionnellement, contribuent à organiser l'action collective. D'où aussi une tentation, celle de renvoyer les individus ainsi plongés dans le grand bain libéral à une ultime bouée, la communauté supposée première, c'est-à-dire ethnico-religieuse.

Religions et communautés (réelles ou fantasmées) sont donc convoquées à la rescousse de l'homme libéral, dramatiquement seul. Et le système économique, celui de l'extension indéfinie du marché et de la publicité, s'accommode de cette démocratie identitaire, dans laquelle le particulier éclipse l'universel. Rien de surprenant donc à ce qu'une bonne partie de la droite, à commencer par les libéraux, soit sensible aux thèses communautaristes, qui aboutissent à une assignation à résidence identitaire généralisée. Mais qu'une partie de la gauche se résolve au différentialisme, voilà qui ne laisse pas de surprendre.

Le drame du moment, c'est que certains confondent les effets (la déception relative à la « promesse républicaine » non tenue : persistance des discriminations, inégalités sociales et territoriales) et les causes (un système économique qui se moque des Etats, des frontières, des règles, et qui s'attaque aux solidarités et aux protections collectives).

Il faut inverser le raisonnement. C'est au nom de l'universalisme qu'il faut exiger des progrès concrets dans l'égalité des droits. Et c'est au nom de la conception militante de la République, qui privilégie le commun au détriment du particulier, qu'il faut opérer les ruptures idéologiques qui s'imposent. Au « vivre-ensemble », qui implique la simple coexistence, il faut préférer le « vouloir-vivre-ensemble », qui suppose un projet politique conscient et collectif.

On en revient à notre épisode de *Baron noir* : casser les ghettos et donner corps à la promesse républicaine, celle de l'égalité et de l'émancipation par l'instruction, voilà un bon début.

Emmanuel Maurel